

ARRETE ENGAGEANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MEZERIAT

Le Président,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-37 et L 153-41,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2015 intégrant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » aux statuts de la Communauté de communes du canton de PONT-DE-VEYLE,

Vu l'arrêté préfectoral portant fusion des communautés de communes des BORDS DE VEYLE et du canton de PONT-DE-VEYLE du 8 décembre 2016, et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle communauté de communes de la VEYLE ;

Vu les arrêtés municipaux en date du 27 juillet 2016 puis du 28 novembre 2016, engageant la modification du plan local d'urbanisme de la commune de MEZERIAT,

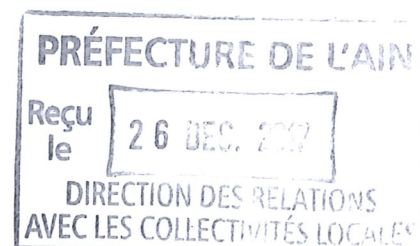
Vu les délibérations du conseil municipal en date du 2 mai 2017 puis du 4 septembre 2017 précisant l'objet de la modification du plan local d'urbanisme de la commune de MEZERIAT et confiant la poursuite de la procédure à la Communauté de communes de la VEYLE,

Vu l'arrêté communautaire en date du 25 septembre 2017, engageant la modification du plan local d'urbanisme de la commune de MEZERIAT,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 6 novembre 2017, reprécisant l'objet de la modification du plan local d'urbanisme de la commune de MEZERIAT et confiant la poursuite de la procédure à la Communauté de communes de la VEYLE,

Considérant que le plan local d'urbanisme de MEZERIAT a été approuvé le 17 février 2014 puis modifié le 17 novembre 2014 par le Conseil municipal de cette commune,

Considérant que la Commune de MEZERIAT a exprimé le vœu de modifier le Plan local d'urbanisme ;



ARRETE

Article 1^{er} : En application des dispositions des articles L153-37 et L153-41 du Code de l'urbanisme, une procédure de modification du plan local d'urbanisme est engagée.

Article 2 : Le projet de modification porte sur :

- ✓ L'extension des maisons d'habitation en zones Ah et Nh,
- ✓ La suppression d'une servitude de logements sociaux,
- ✓ La mutation de zones UB en zones UBb,
- ✓ La réduction d'une zone UX en secteur inondable (zone bleue du PPRI),
- ✓ L'adaptation des règles de la zone 2AU pour autoriser la construction d'annexes à une maison existante, sous conditions,
- ✓ La réduction d'une zone UB en cohérence avec le PPRI,
- ✓ L'application de la loi ALUR (suppression du COS et des règles de l'article 5),
- ✓ Le versement de la participation pour non réalisation de stationnement qui n'existe plus (article 12),
- ✓ Le retrait de portail à 5 mètres de l'emprise publique (article 3),
- ✓ En vue de la construction d'un groupe scolaire, l'ajout d'un emplacement réservé, la réduction du périmètre des 100 m à 50 m autour de la parcelle E503 et l'adaptation du règlement graphique en conséquence,
- ✓ La délimitation d'un STECAL au lieudit Trévodet pour autoriser toutes constructions et installations liées à la société de chasse.

Article 4 : Le dossier sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'urbanisme, en application de l'article L153-40 du Code de l'urbanisme.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.
Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie de MEZERIAT et au siège de la Communauté de communes durant un mois.

Fait à PONT-DE-VEYLE, le **12 DEC. 2017**

Le Président

Christophe GREFFET



Certifié exécutoire

Affiché le : **- 2 JAN. 2018**

Transmis en Préfecture le : **26 DEC. 2017**

Pour le Président,
par délégation,
le Directeur général des services,
Julien CORGET



Publié dans le Progrès de l'Ain le 21/12/2017

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.